

La Suisse devant la Cour européenne des droits de l'homme

2^e édition

**Michel Hottelier
Hanspeter Mock
Michel Puéchavy**

Préface de Giorgio Malinverni



Schulthess § 2011

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE DE LA PREMIÈRE ÉDITION	1
PRÉFACE DE LA DEUXIÈME ÉDITION	1
AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION	9
Partie I – LA SUISSE ET LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L’HOMME	17
I. L’influence de la Convention sur la Constitution fédérale suisse	18
II. L’influence de la Convention sur la législation interne	24
III. La Convention dans la jurisprudence du Tribunal fédéral suisse	35
Partie II – LES EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES, LA RADIATION DU RÔLE ET LE RÉGLEMENT AMIABLE	45
I. La notion de victime	46
II. L’épuisement des voies de recours internes	50
III. L’observation du délai de six mois	55
IV. La requête abusive	56
V. Les requêtes incompatibles avec les dispositions de la Convention (art. 35 par. 3, compétence <i>ratione personae</i> , <i>ratione temporis</i> , <i>ratione materiae</i> et <i>ratione loci</i>)	57
VI. La radiation du rôle ou la conclusion d’un règlement amiable	59
Partie III – LES RÉSERVES ET LES DÉCLARATIONS INTERPRÉTATIVES	63
I. Les réserves et les déclarations interprétatives de la Suisse	64
II. L’affaire <i>Temeltasch</i>	66
III. L’affaire <i>Belilos</i>	69
IV. L’affaire <i>Weber</i>	72
V. L’affaire <i>Burghartz</i>	73
Partie IV – LE DROIT À LA VIE	75
I. Le droit à une enquête effective	77
II. L’assistance au suicide	83

Partie V – L’INTERDICTION DE LA TORTURE ET DES TRAITEMENTS INHUMAINS OU DÉGRADANTS	91
I. Les conditions de détention	92
II. L'éloignement des étrangers et les mesures provisoires indiquées par la Cour conformément à l'article 39 de son règlement	95
Partie VI – L’INTERDICTION DE L’ESCLAVAGE ET DU TRAVAIL FORCÉ	103
Partie VII – LE DROIT À LA LIBERTÉ ET À LA SÛRETÉ	107
I. Le champ d'application	108
II. La régularité de la privation de liberté (article 5, paragraphe 1)	110
III. La détention pour insoumission à une ordonnance rendue ou pour garantir l'exécution d'une obligation prescrite par la loi (article 5, paragraphe 1, b)	113
IV. La détention provisoire dans le cadre de poursuites pénales (article 5, paragraphe 1, c)	114
V. La détention régulière d'un mineur (article 5, paragraphe 1, d)	116
VI. La détention régulière d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse, d'un aliéné, d'un alcoolique, d'un toxicomane ou d'un vagabond (article 5, paragraphe 1, e)	117
VII. La détention en vue d'empêcher l'entrée irrégulière sur le territoire ou en cas d'expulsion ou d'extradition (article 5, paragraphe 1, f)	118
VIII. Le droit d'être immédiatement informé des raisons de son arrestation (article 5, paragraphe 2)	120
IX. Le droit d'être aussitôt traduit devant un juge (article 5, paragraphe 3)	121
X. Le droit d'être jugé dans un délai raisonnable (article 5, paragraphe 3)	125
XI. Le droit à un recours (article 5, paragraphe 4)	129
XII. Le droit à réparation (article 5, paragraphe 5)	132
Partie VIII – LE DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE	137
I. Le champ d'application	138
II. Le droit d'accès à un tribunal	144
III. Le droit à un tribunal indépendant et impartial	146
IV. Le droit à ce que la cause soit entendue publiquement	149
V. La publicité du jugement	152
VI. Le droit d'être jugé dans un délai raisonnable	153
VII. L'égalité des armes et le principe du contradictoire	155
VIII. Les obligations à la charge du tribunal	159
IX. Le procès équitable au pénal: admissibilité des preuves et droit de ne pas contribuer à sa propre incrimination	160

Partie IX – LES GARANTIES COMPLÉMENTAIRES DU PROCÈS ÉQUITABLE	165
I. La présomption d'innocence	166
II. Le droit à un défenseur	169
III. Le droit de communiquer avec son défenseur	172
IV. Le droit d'interroger des témoins	173
Partie X – LE DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET FAMILIALE, DU DOMICILE ET DE LA CORRESPONDANCE	177
I. Le droit des détenus au respect de leur correspondance	180
II. Écoutes téléphoniques et utilisation d'agents infiltrés	183
III. Les perquisitions	187
IV. Le contentieux relatif au nom	189
V. Affaires relatives au droit de la famille	195
VI. Le droit des étrangers	210
VII. Autres domaines d'application	224
Partie XI – LA LIBERTÉ DE PENSÉE, DE CONSCIENCE ET DE RELIGION	235
Partie XII – LA LIBERTÉ D'EXPRESSION	247
I. La liberté de l'art	248
II. La liberté de radiodiffusion	253
III. La liberté de recevoir des programmes télévisés	260
IV. Liberté d'expression et procédure pénale	263
V. La liberté d'expression de l'avocat	267
VI. La liberté d'expression et la protection de la concurrence	270
VII. La publicité à caractère politique	273
VIII. La liberté d'expression et l'attitude de la Suisse durant la Seconde guerre mondiale	278
IX. L'interdiction d'accéder à un lieu public	283
X. L'affichage sur le domaine public	285
Partie XIII – LA LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION	289
Partie XIV – LE DROIT DE SE MARIER ET DE FONDER UNE FAMILLE	295
Partie XV – LE DROIT À UN RECOURS EFFECTIF	299
I. L'absence d'examen de l'article 13	301
II. Le respect de l'article 13	302
III. La violation de l'article 13	304
IV. Le droit à un recours effectif et la lutte contre le terrorisme: l'affaire <i>Nada</i>	307

Partie XVI – L'INTERDICTION DE LA DISCRIMINATION	313
I. Le nom de famille des couples mariés	316
II. La publicité à caractère politique	320
III. Les conditions d'exclusion de l'obligation de servir	321
IV. Différences de traitement en matière d'adoption en fonction de l'âge de l'adoptant	324
Partie XVII – LE DROIT À NE PAS ÊTRE JUGÉ OU PUNI DEUX FOIS	327
Partie XVIII – LA RÉVISION DES DÉCISIONS INTERNES À LA SUITE DES ARRÊTS DE LA COUR	333
I. Les arrêts de la Cour et leurs effets	334
II. La procédure de révision	337
III. Les conditions d'application	339
IV. La pratique du Tribunal fédéral	341
V. Les révisions suivies d'effets	343
VI. Les demandes de révision non suivies d'effets	349
CONCLUSION	357
LISTE DES ARRÊTS METTANT EN CAUSE LA SUISSE	361
DÉCISIONS SUR LA RECEVABILITÉ DE REQUÊTES PRÉSENTÉES CONTRE LA SUISSE ET MENTIONNÉES DANS L'OUVRAGE	365
SITES INTERNET	370
TABLE DES ABRÉVIATIONS	371
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE	374
INDEX ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES	377